

Procès-verbal
De la séance du CONSEIL MUNICIPAL
Du 16 mai 2024 à
20 heures en Mairie
Séance n° 03

Le Maire certifie que :

- La convocation a été faite le 06 mai 2024 et affichée le 06 mai 2024.
- Le procès-verbal est affiché le 23 mai 2024.
- Le nombre des membres en exercice est de :15.

L'an deux mil vingt-quatre, le seize mai à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de VUILLECIN s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame Laurence INVERNIZZI, Maire.

En présence des conseillers : Mesdames et Messieurs Laurence INVERNIZZI, William WILD, Didier BESSOT, Fabienne DUBESSET, Gilles MICHEL, Nicolas RACLE, Chantal LECLERC, LEGRAND Philippe, Damien ROLET, Jacqueline BRULEBOIS et Jean-Louis TROUTET.

- Absents excusé(e)s : Monsieur Bernard ROGNON, Madame Sandrine BARNAY
- Absents non excusés : Messieurs Alain PASTEUR et Jérémie FLUCHOT

Pouvoirs :

- Monsieur Bernard ROGNON donne pouvoir à Monsieur Didier BESSOT.
- Madame Sandrine BARNAY donne pouvoir à Madame Fabienne DUBESSET.

Secrétaire de séance : Madame Fabienne DUBESSET.

Ordre du jour :

- Approbation du procès-verbal du 22 mars 2024 ;
- Compte rendu : commissions communales ;
- Compte rendu : commissions et réunions de la Communauté de Communes du Grand Pontarlier ;
 1. ADAT – Avenant n°1 à la convention pour la réalisation de missions optionnelles – Délégué à la Protection des données ;
 2. Région Bourgogne Franche-Comté - Convention transport scolaire dérogatoire
 3. Zones Accélération des Energies Renouvelables - Synthèse de la concertation
 4. Zones Accélération des Energies Renouvelables – Définition des zones
 5. ZAE - Détermination des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des zones d'activités des communes membres de la Communauté de Communes du Grand Pontarlier
 6. RPI - Restitution de la compétence « gestion administrative et du personnel des regroupements pédagogiques intercommunaux et des écoles intercommunales » aux communes
 7. Taxe locale sur la Publicité Extérieure – Tarif 2025
 8. ONF - Programme de travaux 2024
 9. Territoire Numérique Éducatif – Règlement financier du Doubs
 10. Travaux de requalification du Centre-Bourg – Avenant n°1 au marché de travaux
 11. Décision modificative budgétaire n°1 – Budget principal
 12. Décision modificative budgétaire n°1 – Budget bois
- 13. Décisions du Maire
- 14. Questions diverses.

Le Maire ouvre la séance. Conformément à l'article L 2121-15 du CGCT, le Conseil Municipal nomme, Madame Fabienne DUBESSET, secrétaire de séance.

Le Maire soumet ensuite au Conseil Municipal le procès-verbal du 22 mars 2024 au vote.
Ce dernier est approuvé à l'unanimité.

Séance n°03 – Affaire n°01

Présents : 11 Abstention(s) : 0
Procuration(s) : 2 Pour : 13
Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DI 2024 séance n° 03 affaire 01

En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,
le Maire certifie le caractère exécutoire
du présent acte, le

OBJET : ADAT – Avenant n°1 à la convention pour la réalisation de missions optionnelles – Délégué à la Protection des données

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en 2020, la commune a signé une convention pour adhérer à la prestation de l'ADAT pour la mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données mutualisé par délibération du 29 juillet 2020, visée le 12/08/2024.

Cette mission de Délégué à la Protection des Données mutualisé assurée par l'ADAT se décompose en deux phases :

- Phase 1 : La mise en conformité ;
- Phase 2 : L'abonnement annuel soit le suivi.

A ce jour, la phase de mise en conformité est achevée et l'ADAT effectue le suivi de la Commune.

Un courriel de l'ADAT du 11/04/2024 a informé le Maire de l'évolution de la prestation de Délégué à la Protection des Données mutualisé comprenant de nouvelles « prestations à la carte ». Ces dernières ne sont comprises ni dans la phase de mise en conformité, ni dans l'abonnement annuel. Elles sont proposées sur devis afin de répondre aux demandes spécifiques des collectivités (liste non exhaustive) :

- Réaliser une mise à jour complète du registre de traitements ;
- Réaliser un nouvel audit de sécurité (Faire des préconisations pour améliorer le niveau de sécurité) ;
- Bénéficier d'une session de sensibilisation personnalisée supplémentaire pour les élus et agents de la collectivité sur les principes du RGPD et ses obligations ;
- Réaliser une analyse d'impact relative à la protection des données pour le traitement qui le nécessite en vertu de l'article 35 du RGPD ;
- Conseiller et accompagner la collectivité pour la mise en conformité d'un site internet ;
- Conseiller et accompagner la collectivité pour la mise en place et le traitement des personnelles collectées par l'utilisation d'un système de vidéosurveillance ou de vidéoprotection.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'avenant n°1 à la Convention pour la réalisation de missions optionnelles (hors pack de base) proposée par l'ADAT, afin de :

- Pouvoir recourir aux prestations à la carte en cas de nouveaux besoins ;
- Assurer le maintien en conformité de la Commune au regard de la réglementation en matière de protection des données personnelles.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Décide** d'approuver l'avenant n°1 à la Convention de mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données mutualisé pour la réalisation de missions optionnelles (hors pack de base) proposées par l'ADAT ;
- **Autorise** le Maire à prendre toutes les décisions et à signer tous les documents concrétisant cette décision, notamment la convention avec l'ADAT et les conditions tarifaires.

Séance n°03 – Affaire n°02

Présents : 11 Abstention(s) : 0
 Procuration(s) : 2 Pour : 13
 Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2024 séance n° 03 affaire 02

En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,
 le Maire certifie le caractère exécutoire
 du présent acte, le

OBJET : Région Bourgogne Franche-Comté - Convention transport scolaire dérogatoire

Le Maire informe le Conseil Municipal du courriel de la Région reçu en mairie le 28 mars 2024, demandant le renouvellement de la Convention relative au Transport Dérogatoire.

Le Maire rappelle que depuis le 1^{er} septembre 2017, la Région Bourgogne Franche Comté est compétente pour organiser les services des transports scolaires. Dans ce cadre, la Région étudie le renouvellement des conventions dérogatoires qui la liait avec les communes.

La commune a sollicité la Région pour permettre aux élèves domiciliés à Vuillecin, à moins de 3 km du collège Lucie Aubrac à DOUBS, (ces élèves ne sont pas ayants droits au transport scolaire au regard du règlement régional des transports), d'emprunter le car de transport scolaire affrété par la Région pour transporter les élèves ayants droit du secteur.

La Région n'est pas opposée à la prise en charge de ces élèves, sous réserve que le bus affrété ait une capacité suffisante et que la Commune de VUILLECIN participe financièrement au coût de ce transport scolaire dérogatoire.

En conséquence, il y a lieu de formaliser cet accord par la passation d'une convention entre la Commune et la Région Bourgogne Franche Comté.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Approuve** la convention entre la Commune et la Région Bourgogne Franche Comté par laquelle la commune de VUILLECIN en contrepartie du service dérogatoire assuré par la Région :

> S'engage à verser une contrepartie financière à la Région sous la forme d'un forfait annuel qui s'élève à 7 880.46 € HT/an. (Forfait valeur année scolaire 2024-2025). Cette participation sera revalorisée au 1^{er} septembre de chaque année, selon le coefficient de révision applicable aux marchés de transport.

- **Précise** que la Région Bourgogne Franche Comté s'engage à transporter, pour les années scolaires 2024/2025 – 2025/2026, les enfants concernés par le circuit n° 462536DCL2 - Dommartin – Vuillecin – Doubs.

- **Autorise** le Maire à signer ladite convention.

Séance n°03 – Affaire n°03

Présents : 11 Abstention(s) : 0
 Procuration(s) : 2 Pour : 13
 Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2024 séance n° 03 affaire 03

En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,
 le Maire certifie le caractère exécutoire
 du présent acte, le

OBJET : Zones Accélération des Energies Renouvelables - Synthèse de la concertation

Madame le Maire expose au Conseil Municipal :

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;

Vu le code de l'énergie et notamment son article L 141-5-3 ;

Considérant qu'en application de l'article L 141-5-3 du code de l'énergie, les communes doivent définir des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que leurs ouvrages (dites ZAER), ou à défaut caractériser l'absence de telles zones ;

Considérant qu'en application du II-2° de ce même article, ces zones sont définies par les communes après concertation du public selon des modalités librement déterminées par les communes ;

Considérant que la Commune a mis en place une consultation des habitants de Vuillecin par délibération du 22 mars 2024, selon les modalités suivantes :

- par consultation du dossier aux heures d'ouverture de la mairie du 29 mars au 29 avril 2024 inclus (32 jours) ;
- Une page d'information est mise en ligne sur le site de la mairie.

Le public était invité à donner son avis, ses observations :

- sur le registre déposé en mairie.

Dans le cadre de la concertation, 1 avis a été déposé sur le registre. Le Conseil Municipal en prend connaissance.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le bilan de la concertation concernant la définition des ZAER.

Séance n°03 – Affaire n°04

Présents : 11 Abstention(s) : 0
Procuration(s) : 2 Pour : 13
Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2024 séance n°03 affaire 04 En vertu de l'article L2131-1 du CGCT, le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, le
--

OBJET : Zones Accélération des Energies Renouvelables – Définition des zones

Le Maire expose au Conseil Municipal :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'énergie, et plus précisément l'article L 141-5-3,

VU la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, et plus précisément son article 15,

VU la délibération de ce jour portant sur la synthèse de la concertation,

CONSIDÉRANT la nécessité de déterminer sur le territoire de la commune, une ou des zone(s) d'accélération, selon les différentes filières de production d'énergies renouvelables ;

CONSIDÉRANT la délibération du 27 novembre 2023 qui adoptait le principe de créer des zones d'accélération des énergies renouvelables sur la commune,

CONSIDÉRANT la délibération du 22 mars 2024 définissant les modalités de concertation qui a eu lieu du 29 mars au 29 avril 2024,

CONSIDÉRANT la concertation avec le public et les retours de la concertation ;

Sur la base des informations reçues de la préfecture sur le potentiel d'implantation des énergies renouvelable et compte tenu des résultats de la concertation menée sur la Commune, le Maire propose de retenir des Zones d'Accélération des Energies Renouvelables.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** de définir les Zones d'Accélération d'Energies Renouvelable proposées conformément aux dispositions de l'article L141-5-3 du Code de l'énergie, suivantes :

Propositions de zonage			
	Zones d'exclusion	Zones neutre	Zones d'accélération
Photovoltaïque	Le MORAY (Zone Naturelle d'Intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type 1)	Bâtiments remarquables	Toitures : Ensemble des zones urbanisées de la commune, y compris les bâtiments agricoles
			Au sol :
			Proximité des bâtiments agricoles dans la continuité du bâti Définition de zones pour d'éventuels projets en privilégiant les zones dégradées ou artificialisées
Eolien	Pas de potentiel identifié sur la commune		
Hydro électrique			
Biogaz	Le MORAY (Zone Naturelle d'Intérêt écologique faunistique et floristique continentale de type 1)		Pas de zone définie, à voir en fonction d'éventuels projets en conformité avec la réglementation ICPE (distance des habitations...).
Géothermie			Pas de zone définie, à voir en fonction d'éventuels projets en conformité avec la réglementation.

- **CHARGE** le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.

Séance n°03 – Affaire n°05

Présents : 11 Abstention(s) : 0

Procuration(s) : 2 Pour : 13

Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2024 séance n°03 affaire 05

En vertu de l'article L2131-1 du CGCT, le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, le

OBJET : ZAE - Détermination des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des zones d'activités des communes membres de la Communauté de Communes du Grand Pontarlier

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-1 et suivants, L. 5211-1 et suivants et notamment les articles L. 5211-17 et L. 5214-1 et suivants,

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts,

Vu les arrêtés préfectoraux successifs créant la communauté de communes et modifiant les statuts de celle-ci,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 26 juin 2019 précisant le calcul des charges transférées appelées à être déduites des attributions de compensation versées aux communes en application et dans le cadre de l'article 1609 nonies C IV, notamment le § 3, et V du code général des

impôts.

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2024 approuvant les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des zones d'activités.

Auparavant soumise à la définition de l'intérêt communautaire, la compétence en matière de zones d'activités économiques, est, depuis le 1er janvier 2018, transférée en totalité à la Communauté de Communes du Grand Pontarlier (CCGP), qu'il s'agisse des zones existantes, en cours ou à venir.

Il est rappelé que par délibération du 19 septembre 2017, la CCGP a adapté ses statuts pour tenir compte des évolutions de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation de la République) du 07 août 2015. Les statuts réécrits, comprennent depuis le 1er janvier 2018, notamment : les actions de développement économique, avec, entre autres, la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités économiques.

Conformément à l'article L 5211-17 du CGCT, il est ainsi obligatoire de fixer les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers et mobiliers, propriété des communes et nécessaires à l'exercice de cette compétence « ZAE », et ce, par délibération concordantes du conseil communautaire, d'une part, et des conseils municipaux des communes membres, statuant à la majorité qualifiée des 2/3 des communes représentant la 1/2 de la population, ou l'inverse (avec l'accord du conseil municipal de la commune la plus importante, si celle-ci excède la quart de la population totale), d'autre part.

C'est dans ce cadre que les membres du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Grand Pontarlier, par délibération en date du 9 avril 2024, ont décidé des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des ZAE des communes au profit de l'EPCI et notamment le principe de la mise à disposition à titre gratuit des biens et équipements du domaine public des communes au profit de la CCGP, dans les conditions fixées par les articles L. 1321-1 et suivants du CGCT.

Il a également été précisé que l'ensemble des contrats, relatifs à la compétence en matière de ZAE et en cours d'exécution étaient, de plein droit, transférés à la CCGP et exécutés dans les conditions antérieures, et que ce transfert serait constaté par avenant au contrat initial, signé par la commune, la CCGP et chaque co-contractant concerné ;

De même, la CCGP récupère les droits et obligations du propriétaire et devient donc de plein droit responsable de la gestion et de l'entretien des équipements des ZAE, à savoir : la voirie, les espaces verts et les réseaux divers.

La voirie et réseaux privés pouvant se trouver à l'intérieur des périmètres des ZAE ne sont pas pris en compte dans le transfert.

Les ZAE transférées sont les suivantes :

Doubs :

Entre Deux Chemins
Rue des Artisans

Houtaud :

Les Champagnes Sud
Rue des Iris

Les Granges Narboz :

Les Pommiers Ronds

Commune de VUILLECIN

Au Dreseul

La Cluse et Mijoux :

À l'Ambouchi
Au Frambourg

Pontarlier :

Les Grands Planchants
Zone Industrielle
Pergaud
Les Epinettes
Secteur Préval

À noter que dans la mesure où l'ensemble des biens initialement destinés à la revente ou à l'aménagement pour la revente (lots) ont déjà été vendus, aucun transfert de bien ne sera effectué sous le régime de la cession.

Les procès-verbaux ainsi que les périmètres des zones d'activités économiques transférées sont joints à la présente délibération.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **PREND** acte, suite au transfert de la compétence, « *création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire*, de la liste des ZAE transférées à la CCGP au 1^{er} janvier 2018 à savoir :

Doubs :

Entre Deux Chemins
Rue des Artisans

Houtaud :

Les Champagnes Sud
Rue des Iris

Les Granges Narboz :

Les Pommiers Ronds
Au Dreseul

La Cluse et Mijoux :

À l'Ambouchi
Au Frambourg

Pontarlier :

Les Grands Planchants
Zone Industrielle
Pergaud
Les Epinettes
Secteur Préval

- **APPROUVE** les conditions financières et patrimoniales du transfert de la compétence ZAE des communes au profit de la CCGP telles que précisées par la délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2024 ;
- **APPROUVE** le procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements du domaine public établi contradictoirement entre la commune de Houtaud et la communauté, dans les conditions fixées par les articles L. 1321-1 et suivants du CGCT ;
- **AUTORISE** le Maire à prendre toute décision et à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération et au transfert des ZAE, notamment à signer le procès-verbal, conventions, avenants et tous actes nécessaires.

Séance n°03 – Affaire n°06

Présents : 11 Abstention(s) : 0
 Procuration(s) : 2 Pour : 13
 Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2024 séance n°03 affaire 06

En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,
 le Maire certifie le caractère exécutoire
 du présent acte, le

OBJET : Restitution de la compétence « gestion administrative et du personnel des regroupements pédagogiques intercommunaux et des écoles intercommunales »

En application de l'article L 5211-17-1 du Code général des collectivités territoriales, les compétences exercées par un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment être restituées à chacune de ses communes membres.

Cette restitution est décidée par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement. Le Conseil Municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur la restitution proposée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Dans un souci de simplification et sur proposition des communes de DOMMARTIN ET VUILLECIN, la Communauté de communes du Grand Pontarlier a souhaité, par délibération du Conseil Communautaire du 9 avril 2024, restituer à ses communes membres la compétence « *gestion administrative et du personnel des regroupements pédagogiques intercommunaux et des écoles intercommunales* ».

Les deux communes vont désormais élaborer une convention pour le RPI, étant précisé qu'une convention de partenariat les lie déjà pour l'accueil périscolaire.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la restitution par la Communauté de Communes du Grand Pontarlier à la commune de la compétence susvisée.

Séance n°03 – Affaire n°07

Présents : 11 Abstention(s) : 0
Procuration(s) : 2 Pour : 13
Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2024 séance n°03 affaire 07
En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,
le Maire certifie le caractère exécutoire
du présent acte, le

OBJET : Taxe locale sur la Publicité Extérieure – Tarif 2025

Le Maire expose ce qui suit :

La Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) a été institué par l'article 171 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, avec une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Lors de sa séance du 28 juin 2010, le Conseil Municipal a :

- Décidé d'instaurer sur le territoire de la commune, à compter du 1^{er} janvier 2011, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure,
- Décidé d'appliquer les exonérations concernant les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies correspondant à une même activité, est inférieure ou égale à 12 m²,
- Décidé d'une réfaction de 50 % pour les enseignes supérieures à 12 m² et inférieures ou égales à 50 m² ainsi que pour les enseignes supérieures à 50 m².

Vu l'article L.2333-9 du CGCT fixe les tarifs maximaux de TLPE. Ces tarifs sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année. Le taux de variation de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France est de + 4.8 % pour 2023 (source INSEE).

En conséquence, les tarifs maximaux de TLPE prévus au 1° du B de l'article L.2333-9 du CGCT et servant de référence pour la détermination des tarifs prévus au 2° et 3° du même article L.2333-9 évoluent en 2025.

Il appartient au Conseil Municipal de fixer par délibération annuelle les tarifs applicables sur le territoire avant le 1^{er} juillet 2024 pour une application au 1^{er} janvier 2025.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** les tarifs maximaux applicables pour l'année 2025 à savoir :

Dispositifs publicitaires et pré enseignes non numériques	18.60 € / m ²
Dispositifs publicitaires et pré enseignes non numériques > 50 m ²	37.10 € / m ²
Dispositifs publicitaires et pré enseignes numériques	55.70 € / m ²
Dispositifs publicitaires et pré enseignes numériques > 50 m ²	111.20 € / m ²
Enseignes < ou égales à 7 m ²	Exonérées
7 m ² < Enseignes < ou égales à 12 m ²	Exonérées
12 m ² < Enseignes < ou égales à 50 m ²	18.55 € / m ²
Enseignes > à 50 m ²	37.10 € / m ²

Séance n°03 – Affaire n°08

Présents : 11 Abstention(s) : 0

Procuration(s) : 2 Pour : 13

Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2024 séance n°03 affaire 08

En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,
le Maire certifie le caractère exécutoire
du présent acte, le

OBJET : ONF - Programme de travaux 2024

Le Maire présente au Conseil Municipal le programme d'actions qu'il est nécessaire de réaliser dans la forêt communale en 2024.

L'exposé du Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Approuve** le programme de travaux forestiers pour 2024 proposé par l'ONF,

- ❖ **Fonctionnement** : 6 100 € HT. (Travaux d'infrastructure) ;
- ❖ **Investissement** : 4 960 € HT (Travaux sylvicoles).

- **Dit** que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget 2024,

- **Charge** le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre du programme y compris les modifications éventuelles du mode de réalisation.

Séance n°03 – Affaire n°09

Présents : 11 Abstention(s) : 0

Procuration(s) : 2 Pour : 13

Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2024 séance n°03 affaire 09

En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,
le Maire certifie le caractère exécutoire
du présent acte, le

Objet : Territoire Numérique Éducatif – Règlement financier du Doubs

Pour rappel, suite à la délibération du 27 novembre 2023, la Commune a répondu à l'appel à projets qui lui a été adressé par les services de la Sous-Préfecture, dans le cadre du projet national nommé « Territoires Numériques Educatifs » (TNE). Le Conseil Municipal avait décidé, à l'unanimité, de procéder à l'achat de :

- ♦ 1 Vidéoprojecteur
- ♦ 4 ordinateurs portables
- ♦ 1 tablette
- ♦ 1 liseuse adaptable au vidéoprojecteur

De plus, au vu de la délibération du Conseil Municipal en date du 19 juin 2020, le Maire peut prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés lorsque les crédits sont inscrits au budget, **dans la limite de 15 000 €** : En conséquence, l'acquisition du matériel a fait l'objet d'une décision du Maire.

Le devis estimatif pour l'achat de ce matériel informatique s'élève à **3 541 € HT soit 4 249.20 € TTC**. Le Maire informe le Conseil Municipal que ce projet d'achat de matériel a été retenu et les subventions

pourront s'élever à **2 478 € pour l'Etat** (soit 70% du montant HT) et à **354 € pour le Département** (soit 10%).

Au préalable, la Commune doit accepter par délibération le règlement financier du Conseil Départemental présenté par le Maire.

Après lecture et présentation des différents articles et annexes du règlement financier du Doubs, dans le cadre de France 2030 « Territoires Numériques Educatifs », il est proposé de l'approuver.

L'exposé du Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le règlement financier du Doubs, dans le cadre de France 2030 « Territoires Numériques Educatifs ».

Séance n°03 – Affaire n°10

<p>DL 2023 séance n°03 affaire 10</p> <p>En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,</p> <p>le Maire certifie le caractère exécutoire</p> <p>du présent acte, le</p>

OBJET : Travaux de requalification du Centre-Bourg – Avenant n°1 au marché de travaux

Point retiré de l'ordre du jour.

Séance n°03 – Affaire n°11

Présents : 11 Abstention(s) : 0
 Procuration(s) : 2 Pour : 13
 Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

<p>DL 2023 séance n°03 affaire 11</p> <p>En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,</p> <p>le Maire certifie le caractère exécutoire</p> <p>du présent acte, le</p>

OBJET : Décision modificative budgétaire n°1 – Budget principal

Le Maire expose au Conseil Municipal que le financement de l'aménagement du Centre-Bourg (DETR sollicitée : 101 913.30 € HT– recette inscrite au budget 80 000 € - recette attendue : environ 50 000 €) rend nécessaire une modification budgétaire n°1.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Approuve** la décision modificative (DM) budgétaire n°1 concernant le budget principal, comme suit :

Section	Dép/ Rec	Intitulé	Chap/ art	Prévu 2024	Opération s/ crédits inscrits au BP 2024 Objet de la présente DM		Inscription BP 2024 compte tenu de la DM
				(a) €	+	(b) + ou -€	(a) + (b)
Fonct.	Dép.	Virement à la section d'investissement	023	100 000.00€	+	40 000.00€	140 000.00€
Fonct.	Rec	Excédent budget annexe BOIS	75/75821	10 000.00 €	+	40 000.00€	50 000.00€
Inv	Dép.	Immobilisations corporelles en cours	23/231	480 196.94€	+	10 000.00 €	490 196.94€
Inv	Rec	Subventions d'investissements	13/13461	165 000.00 €	-	30 000.00€	135 000.00€
Inv	Rec	Virement de la section d'investissement	021	100 000.00 €	+	40 000.00 €	140 000.00 €

- **Charge** le Maire de procéder aux écritures comptables nécessaires.

Séance n°03 – Affaire n°12

Présents : 11 Abstention(s) : 0

Procuration(s) : 2 Pour : 13

Suffrages exprimés : 13 Contre : 0

DL 2023 séance n°03 affaire 12

En vertu de l'article L2131-1 du CGCT,
le Maire certifie le caractère exécutoire
du présent acte, le

OBJET : Décision modificative budgétaire n°1 – Budget bois

Le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de modifier les prévisions budgétaires portant sur le reversement du budget annexe BOIS au budget PRINCIPAL.

Le Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Approuve** la décision modificative (DM) budgétaire n°1 concernant le budget annexe BOIS, comme suit :

Section	Dép/ Rec	Intitulé	Chap/ art	Prévu 2024	Opération s/ crédits inscrits au BP 2024 Objet de la présente DM		Inscription BP 2024 compte tenu de la DM
				(a)	+	(b)	(a) + (b)
			€	-	+ ou -€	
Expl.	Dép	Reversement de l'excédent au budget principal	65/65822	10 000.00€	+	40 000.00€	50 000.00€
Expl	Dép	Virement à la section d'investissement	023	50 000.00 €	-	40 000.00€	10 000.00€
Inv	Dép.	Immobilisations corporelles	21/2117	61 840.30€	-	40 000.00 €	21 840.30€
Inv	Rec	Virement de la section d'investissement	021	50 000.00 €	-	40 000.00€	10 000.00€

- **Charge** le Maire de procéder aux écritures comptables nécessaires.

Séance n°03 – Affaire n°13

Décisions du Maire dans le cadre de ses délégations

D08-2024 : Un marché est conclu avec l'entreprise SARL AUDIO VIDEO SAINT PIERRE – 10 rue de Besançon - 25300 PONTARLIER pour le remplacement d'un module d'amplification du système PPMS de l'école.

Le montant du marché s'élève à 1 872.48 € HT, soit 2 246.98 € TTC :

D09-2024 : Dans le cadre du sinistre constaté le 12 juillet 2023 – Poteau d'éclairage public – Rue de Commeneille. L'indemnisation pour le remboursement de la franchise proposée par GROUPAMA d'un montant de 270 € est acceptée.

L'indemnisation donnera lieu à l'établissement d'un titre de recette qui sera transmis au Trésorier de Pontarlier Banlieue.

D10-2024 : Dans le cadre de l'opération « Territoire Numérique Éducatif », un marché est conclu avec l'entreprise OPERA TELECOM – 7 rue des Combottes – 25115 POUILLEY-LES-VIGNES pour la fourniture de :

- 4 ordinateurs portables pour un montant total de 2 040 € HT ;

- 1 vidéoprojecteur portable pour un montant de 486 € HT ;
- 1 liseuse de document USB pour un montant de 85 € HT ;
- 1 tablette pour un montant de 630 € HT ;
- Et frais d'installation pour un montant estimé de 300 € HT (avec facturation au réel) ;
-

Le montant du marché s'élève à 3 541 € HT, soit 4 249.20 € TTC (sous réserve de la facturation au réel pour les frais d'installation).

Séance n°03 – Affaire n°14

Compte rendu commissions Communauté de Communes du Grand Pontarlier (CCGP) :

- **Commission Ordures Ménagères** : validation du règlement des Ordures Ménagères.
- **Plan Alimentaire Territoriale (PAT)** : le 30 avril 2024 a eu lieu le séminaire de restitution du plan d'action pour le PAT.
- **Plan Local Urbanisme Intercommunal et Habitat (PLUiH)** : retour des Personnes Publiques Associées ; la CCGP doit baisser sa consommation d'espace. La commune de Vuillecin est conforme aux prévisions du départ. Pas de déclassements supplémentaires.

Questions diverses

- Demande tardive de l'ONF pour une demande d'inscription de deux parcelles forestières à France RELANCE 2030.
- Mare à crapaud calamite : la mare créée au « Crêt de Dalle – zone des Gravilliers tranche 1 » ne fonctionne pas. La DREAL oblige la CCGP à trouver de nouveaux emplacements pour le cheminement du crapaud. Une demande par les services de la CCGP a été faite à Madame le Maire pour la création de trois mares vers l'étang du Moray. La position du Conseil Municipal demeure identique à la précédente, c'est-à-dire que la municipalité ne souhaite pas la création de plusieurs mares à cet endroit afin de ne pas augmenter les coûts de fonctionnement dûs au nettoyage des mares et la destruction de la haie plantée par les chasseurs il y a quelques années.
- Présentation Etude Photovoltaïque : par Mr SIMERAY du SYDED aura lieu fin juin.
Date à confirmer
- Point sur les travaux :
 - 1) vérification du virage
 - 2) attente devis pour ajout d'un scellement de pierre de parement
 - 3) plan de circulation futur à étudier
- Fuite d'eau secteur St Lazare : la ferme et les habitations ont été plusieurs jours sans eau, due à une fuite sur le réseau. Mr LIARD en accord avec la CCGP est venu remplir des citernes auprès du poteau incendie.

La séance est levée à 21 h 50.

Le Maire

Laurence INVERNIZZI

Le Secrétaire de séance

Fabienne DUBESSET



Séance n°03 – Conseil Municipal du 16/05/2024

Liste des délibérations et affaires traitées au cours de la séance :

N°		Fait l'objet d'une délibération	Ne fait pas l'objet d'une délibération
	Compte-rendu du Conseil Municipal du 22/03/2024		X
1	ADAT – Avenant n°1 à la convention pour la réalisation de missions optionnelles – Délégué à la Protection des données	X	
2	Région Bourgogne Franche-Comté - Convention transport scolaire dérogatoire	X	
3	Zones Accélération des Energies Renouvelables - Synthèse de la concertation	X	
4	Zones Accélération des Energies Renouvelables – Définition des zones	X	
5	Détermination des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des zones d'activités des communes membres de la Communauté de Communes du Grand Pontarlier	X	
6	Restitution de la compétence « gestion administrative et du personnel des regroupements pédagogiques intercommunaux et des écoles intercommunales » aux communes	X	
7	Taxe locale sur la Publicité Extérieure – Tarif 2025	X	
8	ONF - Programme de travaux 2024	X	
9	Territoire Numérique Éducatif – Règlement financier du Doubs	X	
10	Travaux de requalification du Centre-Bourg – Avenant n°1 au marché de travaux		X
11	Décision modificative budgétaire n°1 – Budget principal	X	
12	Décision modificative budgétaire n°1 – Budget bois	X	
13	Décisions du Maire dans le cadre de ses délégations		X
14	Questions diverses		X

